

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –
FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	5
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....	6
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	7
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	7
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE	8
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME	9

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC), avec Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), avec Camille Escudé-Joffres (CERI) et Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), Julia Tasse (IRIS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), avec Tanguy Sandré (CEARC), Camille Escudé-Joffres (CERI) et Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM), avec Michael Delaunay (CEARC)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux **États-Unis**, le Département d'État a annoncé avoir créé, de manière unilatérale et sur près de 1 million de kilomètres carrés, un « plateau continental étendu » dans sept zones, dont une en Arctique et une dans la mer de Béring. Plus de la moitié de cette zone concerne l'Arctique (soit 520 400 km²) et la mer de Béring (soit 176 300 km²). Cette décision soulève plusieurs questions, notamment parce que les États-Unis ne sont pas Parties à la convention onusienne de Montego Bay sur le droit de la mer. Cette convention a institué la Commission des limites du plateau continental (CLPC), seule entité onusienne qui peut se prononcer sur le bienfondé scientifique des revendications nationales d'extension de plateau continental. La reconnaissance d'un plateau continental étendu octroi à un État des droits d'exploitation sur le sol et le sous-sol de cette zone. Ces fonds marins peuvent contenir des ressources naturelles comme des métaux et des terres rares, indispensables aux industries des nouvelles technologies et pour lesquelles les États cherchent de plus en plus à sécuriser leurs approvisionnements. Ces revendications américaines, visibles sur la carte ci-dessous, pourraient également chevaucher les demandes canadiennes d'extension de plateau continental dans la mer de Beaufort, alors que les deux pays n'ont pas encore trouvé d'accord sur les délimitations de leurs zones maritimes respectives, au contraire de la Russie et des États-Unis en mer de Béring depuis 1990. Plus largement, cette déclaration pourrait inciter la Russie à affirmer unilatéralement des droits d'exploitation sur son propre plateau continental en Arctique, alors que Moscou s'inscrivait jusqu'à aujourd'hui dans la procédure de soumission de ses demandes auprès de la CLPC ([High North News](#), 20 décembre 2023 ; [Eye on the Arctic](#), 21 décembre 2023 ; [Département d'État](#), 19 décembre 2023).



Au **Canada**, le gouvernement fédéral a annoncé un investissement de 10 millions de dollars en infrastructures pour assurer et renforcer l'approvisionnement dans le Nord canadien et le financement de deux études, l'une sur la construction d'un quai en eau profonde dans la baie d'Ungava ; l'autre pour réaliser une cartographie du pergélisol et de la glace fossile dans les Territoires du Nord-Ouest ([Regard sur l'Arctique](#), 21 décembre 2023). Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a également annoncé un investissement de 39,7 millions de dollars pour améliorer l'accès à Internet haute vitesse auprès de 28 communautés éloignées du Canada, notamment au Nunavut ([Radio Canada](#), 27 décembre 2023). Un nouveau bâtiment des Forces armées canadiennes, de 8 000 mètres carrés, sera construit au printemps 2024 à Yellowknife ([Regard sur l'Arctique](#), 13 décembre 2023). Du côté des changements climatiques, deux éléments sont à relever en marge de la COP28, où les Autochtones de l'Arctique ont tenté de se faire entendre ([Regard sur l'Arctique](#), 12 décembre 2023 ; [Aiglon](#), 12 décembre 2023). Ainsi, le Nunavut a annoncé vouloir abandonner les énergies fossiles en développant des solutions vertes ([Radio Canada](#), 13 décembre 2023) tandis que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a indiqué que les changements climatiques menaceront la sécurité nationale, « *car les pays et autres acteurs tenteront de renforcer leur place sur l'échiquier économique ou d'exploiter les nouvelles faiblesses* » ([Regard sur l'Arctique](#), 18 décembre 2023).

Par ailleurs, les actions de réconciliation continuent. Au Nunavik, les négociations entre le gouvernement du Québec et la Société Makivik pour la création d'un gouvernement autonome vont reprendre début 2024. Les Inuits du Nunavik souhaitent contrôler les institutions publiques régionales, notamment la santé et l'éducation ([Regard sur l'Arctique](#), 21 décembre). Huit Autochtones ont reçu l'Ordre du Canada. Parmi eux, Willie Adams, Inuk originaire de Kuujuaq au Nunavik, a été honoré pour sa carrière en tant que premier sénateur Inuk du Canada, rôle qu'il a tenu pendant 32 ans ([Radio Canada](#), 28 décembre 2023). En parallèle, deux actions collectives sont en cours : l'une concernant l'« éducation de moins bonne qualité » reçue par les Autochtones au Québec ([La Presse canadienne](#), 27 décembre 2023) ; l'autre afin de faire reconnaître les « défaillances systémiques » (« réponses disproportionnées et inutilement violentes » par exemple) de la Gendarmerie Royale du Canada dans le Grand Nord ([Radio Canada](#), 29 décembre 2023, [Commission des services juridiques du Nunavut](#), juin 2019). De son côté, l'Association canadienne des écoles de sciences infirmières (ACESI) a présenté ses excuses aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis pour les torts, passés ou actuels, liés à la formation en sciences infirmières et dus au « *racisme systémique et à l'absence d'intégration des perspectives autochtones dans les programmes d'études en sciences infirmières* » ([Regard sur l'Arctique](#), 12 décembre 2023).

Au **Groenland**, le Parlement danois a entériné l'accord conclu en juin 2022 avec le Canada concernant le différend territorial de l'île Hans, soldant un différend de 50 ans ([Sermitsiaq](#), 19 décembre 2023). Le gouvernement groenlandais, qui a été consulté en amont de la publication du plan Norvégien pour le *deep-sea mining*, n'a pas arrêté de position et devra, en particulier, se prononcer sur les impacts potentiels du développement de *deep-sea mining* au large de la côte est du Groenland ([Sermitsiaq](#), 22 décembre 2023). À Bruxelles, Ursula von der Leyen a rencontré conjointement Mette Frederiksen (Danemark), Múte B. Egede (Groenland) et Aksel V. Johannesen (Îles Féroé). Múte B. Egede a confirmé l'ouverture d'une représentation européenne à Nuuk et annoncé une visite de la présidente de la Commission européenne au printemps prochain ([Sermitsiaq](#), 18 décembre 2023). Les relations entre l'UE et le Groenland/les îles Féroé portent traditionnellement sur la politique de la pêche, mais la « transition énergétique » a également ouvert de nouveaux domaines de coopération dans les domaines du climat, de l'énergie. L'UE et le Groenland ont conclu, fin novembre, un partenariat stratégique pour le développement de chaînes de valeur pour les matières premières (voir également la rubrique États observateurs et Union européenne – [Représentation danoise à la Commission Européenne](#), 13 décembre 2023). Enfin, face aux difficultés rencontrées par les trappeurs et les pêcheurs en raison des impacts du changement climatique particulièrement forts cette année, le gouvernement a déployé une aide ([Sermitsiaq](#), 18 décembre 2023).

En **Islande**, l'éruption commencée le 18 décembre s'est arrêtée le 21 décembre, permettant le retour des 4 000 habitants de la ville de Grindavik évacués le 11 novembre suite aux tremblements de terre. Toutefois, celle-ci a subi de nombreux dommages du fait des centaines de tremblements de terre ayant précédé l'éruption volcanique qui a ouvert une faille de quatre kilomètres de long près de Sýlingafell. Le niveau d'alerte a été baissé d'un cran, "d'urgence" à "danger" ([Iceland Review](#), 22 décembre ; [Regard sur l'Arctique](#), 19 décembre 2023). Enfin, les ministres de la Défense de la Force expéditionnaire conjointe (ou *The Joint Expeditionary Force* (JEF) menée par la Grande-Bretagne et qui compte notamment les pays nordiques et vise à renforcer la sécurité dans le Nord de l'Europe) ont annoncé avoir mis en place pour la première fois une *JEF Response Option* devant servir à améliorer et augmenter la surveillance des infrastructures critiques sous-marines, notamment les câbles sous-marins de fibre optique, à la lumière des coupures récentes qui se sont produites en mer Baltique. L'Islande, qui dépend presque entièrement des câbles sous-marins pour sa connectivité, y contribue au travers de l'envoi en Grande-Bretagne de personnels du ministère des Affaires étrangères et des garde-côtes ([Gouvernement britannique](#), 28 novembre 2023 ; [Gouvernement islandais](#), 30 novembre 2023).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Finlande-Suède : accords bilatéraux de coopération militaire avec les États-Unis

En négociation ces derniers mois, **la Suède et la Finlande** ont, de manière respective, signé un accord de coopération militaire (*Defence Cooperation Agreement*) avec les États-Unis. Ces accords marquent une rupture fondamentale dans la politique sécuritaire de la région nordique. Tout d'abord, le 6 décembre, le ministre de la Défense suédois, Pål Jonson, signe aux côtés de son homologue Lloyd Austin, secrétaire à la Défense des États-Unis, cet accord bilatéral qui régit les conditions d'accès des forces armées étatsuniennes sur le sol suédois comprenant entre autres : le statut juridique de son personnel militaire, l'accès aux zones de déploiement, et le pré-positionnement du matériel militaire. Ensuite, le 18 décembre, c'est au tour de la Finlande de signer le même accord avec Washington. Sur le plan opérationnel, les forces militaires des États-Unis auront ainsi la possibilité de se déployer dans 32 bases militaires – 15 en Finlande et 17 en Suède. Dans la partie européenne de l'Arctique, l'armée américaine aura désormais accès à 11 bases (cinq en Finlande, deux en Norvège et quatre en Suède), dont la base finlandaise des gardes-frontières, localisée à Ivalo à 50 kilomètres de la frontière russe (Accords de coopération militaire – DCA). Enfin, au **Danemark** également, un changement radical de politique sécuritaire a permis la signature d'un accord de défense bilatéral permettant aux armées américaines de stationner de manière permanente dans trois bases du pays (Karup, Skrydstrup et Aalborg), et d'y stocker du matériel et des armées ([États-Unis et Suède](#) ; [États-Unis et Finlande](#) ; *thebarentsobserver*, [6 décembre](#), [18 décembre 2023](#) ; *High North News*, 19 décembre 2023, [BNN](#), 19 décembre 2023).

Région de Barents : fuite des investissements pour la transition écologique

À l'ombre du découplage géoéconomique entre les États-Unis et la Chine, les projets économiques, liés à la transition écologique et situés dans l'espace arctique européen, éprouvent d'importantes difficultés dans leur mise en œuvre, suite aux décisions stratégiques initiées par l'administration Biden. Résultat de la réorientation de la politique industrielle de Washington, l'*Inflation Reduction Tax* (IRA), loi qui promeut l'énergie durable, vise à attirer les entreprises du secteur sur son territoire. Ainsi, la re-domiciliation juridique de la société norvégienne Freyr Battery du Luxembourg vers le Delaware participe à ce mouvement général. Cette décision influence directement les investissements du groupe en Europe du Nord en réduisant substantiellement la voilure des projets envisagés en Norvège, en Suède et en Finlande. D'une part, la construction d'un immense site de production de batteries de véhicules électriques (*Giga Arctic factory*) à Mo i Rana (comté du Nordland) est remise en cause avec une réduction significative de ses investissements engagés dans ce projet. En outre, les dirigeants de cette société ont annoncé le licenciement de 78 personnes dans le pays. D'autre part, si le groupe maintient le projet d'usine de fabrication de cathodes en Finlande, la direction a annoncé l'abandon du projet de construction d'un centre de production de composants de batteries. Ce dernier site était directement relié au site de production principal de Mo i Rana ([The Polycrisis](#), 9 février 2023 ; *High North News*, [10 novembre 2023](#) ; [24 novembre 2023](#) ; [18 décembre 2023](#)).

En décembre 2023, le groupe suédois Cinis Fertilizer a aussi annoncé un changement de stratégie en optant pour la construction d'un site de production dans le Kentucky (États-Unis) au lieu de Skellefteå (comté de Västerbotten), comme initialement envisagée. L'entreprise, spécialisée dans la production de sulfate de sodium, a signé un accord de partenariat avec le groupe Ascend Elements, producteur de composants pour les batteries électriques, en septembre 2023. L'une des raisons invoquées pour justifier un tel revirement : le contexte économique particulièrement favorable, suite aux mesures mises en place par les autorités étatsuniennes ([High North News](#), 1^{er} décembre 2023). Ces décisions industrielles affaiblissent les politiques publiques des pays nordiques qui avaient fait de la transition écologique un levier socio-économique important pour dynamiser l'attractivité de ses territoires septentrionaux.

Norvège : consensus politique pour l'exploitation minière des fonds marins en Arctique

En discussion tout au long de l'année 2023, les principaux partis politiques présents au sein du Parlement norvégien (*Storting*) sont parvenus à un accord de principe concernant la possibilité d'exploiter les ressources métallifères des fonds marins de la région arctique du pays. Après plusieurs semaines de négociations, les quatre partis norvégiens (*Arbeidspartiet, Høyre, Senterpartiet, Frp*) se sont mis d'accord sur une ouverture progressive de l'exploitation minière dans ces espaces du Grand Nord. En juin 2023, le gouvernement norvégien avait présenté un plan de développement de cette nouvelle filière extractive pour le pays, provoquant une levée de boucliers, en particulier des ONG environnementales ([Oljedirektoratet](#), 27 janvier 2023 ; [NRK](#), 5 décembre 2023).

Suite à cet accord politique trans-partisan, les organisations non gouvernementales comme Bellona et les Amis de la Terre ont rappelé l'absence d'une connaissance complète des écosystèmes existants de ces zones fragiles pour l'équilibre de la vie marine. Pour Martin Sveinssønn Melvær, responsable « Matériaux et Industrie » au sein de l'organisation norvégienne Bellona, la perspective d'extraire « *les minerais des fonds marins arrive trop tard et constitue un déraillement et une distraction dangereuse qui retardent la lutte contre le changement climatique* » ([High North News](#), 6 décembre 2023).

États observateurs et Union européenne

L'Union européenne et le Groenland ont signé un partenariat sur les matériaux critiques durables

Le 30 novembre 2023, l'UE et le Groenland, qui a le statut de pays et territoire d'outre-mer (PTOM) de l'UE, ont signé un protocole d'accord en vue d'un partenariat stratégique visant à développer des chaînes de valeur durables des matières premières ([Commission européenne](#), 30 nov. 2023). Il établit une coopération dans les cinq domaines suivants : Intégration économique et industrielle des chaînes de valeur pour les matières premières critiques ; Promotion de normes internationales élevées en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) ; Déploiement d'infrastructures nécessaires au développement des chaînes de valeur des matières premières ; Renforcement des capacités et du développement des compétences tout au long des chaînes de valeur ; Coopération en matière de recherche et d'innovation et partage des connaissances et des technologies liées à l'exploration, à l'extraction, à la transformation et au raffinage durables des matières premières. Le Groenland peut également participer au programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation. Le programme d'observation de la Terre Copernicus offre notamment des possibilités prometteuses en matière d'exploration minière (cartographie des gisements, suivi de l'extraction minière, y compris de l'impact environnemental). Après la signature, l'UE et le Groenland devront élaborer conjointement une feuille de route comportant des mesures concrètes pour mettre en œuvre le partenariat stratégique.

Ce partenariat est stratégique tant pour le Groenland, qui cherche à devenir indépendant du Royaume du Danemark, que pour l'UE qui a besoin de matières premières critiques afin de réaliser ses objectifs en matière d'énergie verte. Pour l'UE, l'enjeu est également de garantir un approvisionnement diversifié et durable en matières premières critiques. Dans la législation sur les matières premières critiques, l'UE s'engage à mettre en place des partenariats internationaux stratégiques et des financements associés avec des pays riches en ressources, or la région arctique abrite de telles ressources. Ainsi, la Commission a déjà signé un partenariat stratégique sur les matières premières avec le Canada en juin 2021.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

13^{ème} Forum International sur l'Arctique de Saint-Pétersbourg (7-8 décembre 2023)

Le 13^{ème} forum international sur l'Arctique de Saint-Pétersbourg intitulé « *Arctique : présent et futur* » s'est tenu les 7 et 8 décembre 2023 ([XIII international forum](#), 2023). Cette conférence biannuelle faisait partie, avant la guerre russe en Ukraine, des grandes conférences internationales arctiques regroupant acteurs économiques, politiques et académiques. Cette année, la participation étrangère était très réduite. Fidèle à son orientation business et développement de la région, les thèmes principaux ont été la route maritime du Nord-Est et le développement économique de l'Arctique russe. Un seul panel en deux parties était consacré au changement climatique. On peut cependant noter dans le [programme](#) le panel sur la diplomatie scientifique « dans le contexte géopolitique actuel », reprenant les mêmes questions et éléments de langages entendus dans toutes les autres conférences arctiques mais en inversant (entre les lignes) la responsabilité du blocage actuel sur les puissances occidentales. À souligner également la présence (dans le programme du moins) de représentants des ambassades en Russie de pays d'Amérique latine (Uruguay, Brésil, Bolivie) et d'Asie et du Moyen-Orient (Chine, Singapour et Bahreïn).

Par ailleurs, lors de l'ouverture du forum, l'Amiral Nikolai Evmenov, chef de la Marine russe, a fait un discours dans lequel il a souligné l'importance de l'Arctique pour la sécurité nationale de la Russie ([Barents Observer](#), 7 déc. 2023). Il a également évoqué la nécessité d'une « *expansion à grande échelle du plateau continental au-delà des limites de la zone économique exclusive de 200 milles* » se félicitant que la CLPC avait approuvé la demande russe. Selon l'Amiral, la route maritime du Nord devait fonctionner à l'avenir comme « *une voie de communication nationale pour les transports* » ([Ministère de la défense de la Fédération de Russie](#), 7 déc. 2023).

Questions militaires, industrielles et technologiques

Le Danemark prend la présidence de Nordefco

La Coopération nordique de défense (NORDEF) a initié sous la présidence suédoise en 2023 une « Vision 2030 », pour redynamiser cette initiative de défense qui rassemble depuis 2009 l'Islande, le Danemark et les trois pays nordiques. Le double contexte d'une guerre en Europe et d'une intégration à l'OTAN de l'ensemble de ses membres invitait à une posture plus ambitieuse pour NORDEF. Le Danemark succède à la Suède à partir du 1^{er} janvier 2024, et a déjà déclaré que l'Arctique et l'Atlantique Nord figureront parmi les priorités de la présidence danoise. « *C'est important pour les lignes de communication et d'approvisionnement stratégiques, ainsi que pour les capacités et la coopération opérationnelle. Nous envisageons donc de renforcer nos capacités de surveillance dans la région. Une coopération et une coordination nordiques plus étroites dans le cadre général de l'OTAN seront importantes* » a affirmé le porte-parole du Ministère ([Eye on the Arctic](#), 22 décembre). Mais l'objectif de Copenhague est de maintenir un bas niveau de tension dans l'Atlantique Nord et en Arctique nordique.

Cette présidence danoise s'ouvre dans le contexte d'une mise en cause du ministère de la Défense danois après les révélations de la Radio-Télévision danoise (DR), d'après laquelle les navires danois, et plus largement les équipements militaires nationaux, sont loin de répondre aux exigences minimales de l'OTAN (DR, [29 novembre](#), [19 décembre](#)).

Deux spatioports inaugurés en Arctique européen en 2023

Deux spatioports ont été inaugurés dans l'Arctique en 2023. Le *Spaceport Esrange* situé près de Kiruna en Suède a été inauguré en janvier 2023 en présence de la présidente de la Commission européenne ([Sweden 2023](#), 11 janvier 2023), à l'occasion du début de la Présidence du Conseil de l'UE de la Suède. Le spatioport d'Esrange est la première infrastructure de l'UE de ce type sur le continent européen, l'autre étant situé dans le département français d'outre-mer de la Guyane. En novembre 2023, c'est *Andøya Spaceport* qui a été inauguré en présence du prince héritier Haakon de Norvège. Il vise à devenir le premier port spatial orbital opérationnel en Europe ([Spacenews](#), 2 nov. 2023). Les deux ports spatiaux ont été construits à proximité de centres de recherche en astronomie ou de construction de fusée déjà existants qui se sont lancés dans la course à la mise en orbite de satellites, en particulier de petits satellites commerciaux ([Cryopolitics](#), 21 déc. 2023).

Pour l'UE, ces deux infrastructures sont indispensables pour lui permettre de rester dans la course spatiale et gagner en autonomie stratégique ([Spacenews](#), 2 nov. 2023), cependant chacun devra trouver sa niche pour ne pas se faire concurrence, avec notamment la construction en cours d'un autre site de lancement en Ecosse, sur les îles Shetland ([SaxaVord Spaceport](#)). Ces centres spatiaux arctiques donnent un avantage pour lancer des satellites sur des orbites polaires comparés aux pas de tirs situés à plus basses latitudes (qui nécessiteraient que les fusées survolent des zones habitées). Les orbites polaires sont utilisées par de nombreux satellites d'observation de la Terre, qui font le tour du globe en passant par les pôles Nord et Sud. La date des premiers lancements de satellites reste encore inconnue, mais d'après la chercheuse Mia Bennett, les progrès réalisés démontrent l'interdépendance croissante entre le développement de l'espace commercial et celui de l'Arctique ([Cryopolitics](#), 21 déc. 2023). Cela renforce encore l'importance stratégique de l'Arctique européen pour l'Europe.

Publications des instituts de recherche

Quelle place pour l'Arctique dans le narratif de la compétition entre grandes puissances ?

À partir d'une analyse d'une base de données de 30 000 documents, deux chercheurs canadiens, Mathieu Landriault (ENAP – École nationale d'administration publique) et Gabrielle LaFortune (Université d'Ottawa), examinent l'émergence du narratif de « la compétition entre grandes puissances » (*Great Power Competition*, ou GPC) entre 2010 et 2021 dans des médias, publications officielles, et rapports d'instituts de recherche, ainsi que la place occupée par la région arctique dans cette représentation des relations internationales. Des publications techniques peuvent influencer des réseaux politiques spécifiques et jouer sur la conceptualisation de certaines régions, à l'image de l'Arctique, pouvant alors être vues comme des espaces de coopérations ou au contraire de tensions potentielles (Wood-Donnelly et Bartels, 2022).

La « compétition entre grandes puissances » émerge significativement sous la présidence de Donald Trump, avec des pics de citation en novembre 2017, début 2019, début 2020, fin 2020, ainsi qu'en mars et novembre 2021. Le rapprochement entre la GPC et l'Arctique apparaît régulièrement dans les médias à partir de mars 2018, et dans les publications des instituts de recherche à partir d'avril 2019, mais sans corrélation directe avec les discours médiatiques. États-Unis, Chine et Russie sont présentés comme les trois États en compétition dans le Grand Nord. Le lancement de nouveaux brise-glaces par la Russie est perçu comme une forme de capitalisation de la fonte de la banquise arctique, dans un environnement de concurrence « à tout va » dans cette région, notamment pour les ressources naturelles (gaz et pétrole essentiellement) et le risque de l'expansion des voies de navigation par les routes polaires. Les thèmes de la militarisation de l'Arctique par la Russie et de l'affirmation de la Chine dans cette région polaire sont très présents dans les occurrences médiatiques américaines.

Le discours sur la GPC a réactivé les cadrages d'une compétition voire de conflits en Arctique, qui étaient présents dans les médias dès le milieu des années 2000 avant de décliner au milieu de la dernière décennie. La focalisation sur une compétition entre Chine, Russie et États-Unis en Arctique masque d'autres enjeux de crispation, comme le Svalbard, la délimitation de la frontière canado-américaine en mer de Beaufort, ou le statut du passage du Nord-Ouest entre ces deux pays (Landriault, LaFortune, [Scandinavian Journal of Military Studies](#), 2023).

Trafic maritime – Sécurité maritime

Le 1^{er} décembre, lors d'un scrutin secret des 175 États membres de l'Organisation maritime internationale (OMI), **la Russie, membre sans interruption depuis 1960 du club des 40 pays qui gouvernent l'OMI, a été exclue du conseil** par l'Assemblée générale. Ce résultat est un nouveau coup dur pour la Russie après l'échec de sa tentative de réintégrer la plus haute instance des droits de l'homme de l'ONU en octobre, lors d'élections considérées comme un test clé des efforts occidentaux visant à maintenir Moscou isolée. L'année dernière, Moscou n'a pas non plus réussi à recueillir suffisamment de voix pour être réélu au conseil d'administration de l'agence de l'aviation de l'ONU ([LeMarin.fr](#), 1^{er} décembre 2023 ; [gCaptain.com](#), 1^{er} décembre 2023 ; [LeJournaldeLaMarineMarchande.fr](#), 5 décembre 2023).

La Finlande a exigé que ses enquêteurs soient autorisés à monter à bord du **NewNew Polar Bear**, un porte-conteneurs battant pavillon de Hong Kong **dont l'ancre est soupçonnée d'avoir déchiré un gazoduc et 2 câbles sous-marins près des eaux finlandaises le 8 octobre 2023** (voir bulletin précédent). Arrivé le 6 décembre au port chinois de Tianjin, les autorités chinoises n'ont toujours rien communiqué depuis son amarrage à quai ([gCaptain.com](#), 4 décembre 2023 ; [HightNorthNews.com](#), 21 décembre 2023).

Le 5^{ème} navire de patrouille extracôtier et arctique (NPEA) de la Marine royale canadienne, le futur **NCSM Frédérick Rolette, a été lancé le 9 décembre 2023** au chantier naval d'Halifax. Son service actif est prévu en septembre 2024. Le 6^{ème} NPEA, le futur NCSM *Robert Hampton Gray*, et la première variante du NPEA pour la garde côtière canadienne progressent comme prévu. Le contrat prévoit 6 NPEA pour la Marine royale canadienne et 2 NPEA pour la Garde côtière canadienne. ([Navalnews.com](#), 12 décembre 2023).

Le **cargo à propulsion nucléaire Sevmorput** arrivant au terme de son exploitation en 2024 devrait être remplacé par un navire existant utilisant du combustible conventionnel. Atomflot qui exploite le navire a annoncé lors du XIII^e Forum international « *L'Arctique : présent et l'avenir* » qu'il existe sur le marché des navires présentant les caractéristiques requises. Un incendie s'est déclaré le 24 décembre dans une cabine à bord et a été rapidement maîtrisé. Il semble désormais de plus en plus probable que le navire cessera de fonctionner et ne reprendra pas la mer ([PortNews.ru](#), 8 décembre 2023 ; [TheBarentsObserver.com](#), 28 décembre 2023).



Photo: gov-murman.ru

SHI, Samsung Heavy Industries, a annoncé cesser de fabriquer des blocs et des équipements pour 10 des 15 **tankers LNG Arc7** sous contrat avec le chantier naval russe Zvezda pour le projet Arctic LNG2. SHI a déjà livré des blocs et des équipements pour les 5 premiers d'entre eux à Zvezda ([Dunyanews.org](#), 26 décembre 2023).

La compagnie pétrolière d'État Rosneft envisage de construire un terminal de rechargement de pétrole à seulement quelques kilomètres du quartier général de la Flotte du Nord à Severomorsk ([TheBarentsObserver.com](#) ; 30 novembre 2023).

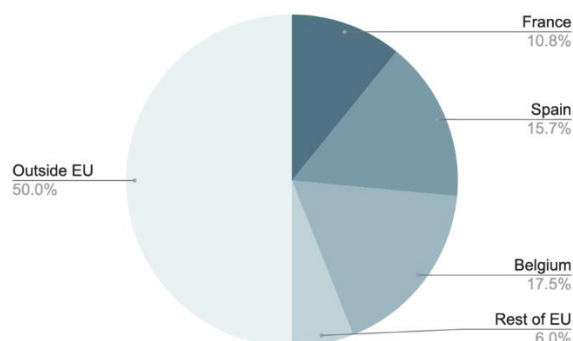
Le chantier naval turc Kyzey Star Shipyard a remporté le **concours pour la construction d'un dock flottant** pour 5 milliards de roubles. Prévu pour amarrer et réparer les nouveaux brise-glaces nucléaires d'Atomflot de classe Arktika, pas un seul chantier naval russe n'a soumis de candidature au concours. Le quai flottant doit être construit dans un délai de 29 mois à compter de la date de signature du contrat. Aucun chantier russe n'a été en mesure de répondre à l'offre, aussi bien sur le plan capacitaire que sur le plan financier ([Kommersant.ru](#), 17 décembre 2023).

Severodvinsk pourrait se doter d'un nouveau chantier naval géant pour la construction de navires de classe glace. Selon Vladimir Poutine de passage à Mourmansk, **au moins un chantier naval supplémentaire** comparable à celui de Zvezda devrait être en capacité de construire des navires de grande capacité. Le défi pour la Russie est le manque de capacité des chantiers navals pour construire des cargos, car la plupart des chantiers russes priorisent les commandes de navires de guerre et de sous-marins ([TheBarentsObserver.com](#), 12 décembre 2023 ; [TheBarentsObserver.com](#), 12 décembre 2023).

La société AEON qui s'apprête à exploiter la **mine de charbon du gisement Syrdasayskoye** en péninsule de Taïmyr et qui devait produire plusieurs millions de tonnes de charbon de haute qualité dès 2024 n'a pas encore signé de contrat pour la construction d'aucun des 16 vraquiers de classe glace nécessaires pour transporter le charbon alors que les deux premiers navires devraient être construits d'ici la fin de 2025. Soumis en mai à des sanctions américaines, la commande de vraquiers auprès de chantiers navals étrangers est rendue difficile. Selon l'entreprise, une puissante machine de chargement d'une capacité de 3 000 tonnes de charbon par heure sera installée d'ici début 2024 au [terminal portuaire](#) du projet. ([Kommersant.ru](#), 5 décembre 2023 ; [TheBarentsObserver.com](#), 5 décembre 2023).

La Belgique, l'Espagne et la France représentent 88% des importations européennes de GNL russe au cours des 10 derniers mois

Les pays de l'UE continuent d'importer chaque mois pour 1 milliard de dollars de GNL arctique russe. Contrairement aux États-Unis, l'UE n'a jusqu'à présent imposé aucune sanction sur l'importation de GNL. L'UE reste la destination de 50 % des exportations russes de GNL. **Les principaux importateurs restent la Belgique, l'Espagne et la France, qui représentent ensemble 88 % des importations de GNL russe de l'UE au cours des 10 derniers mois.** Les ports de l'UE reçoivent chaque année plus de 200 expéditions en provenance de l'installation russe de GNL de Yamal, soit plus de 20 % du site de production. Illustration : importations de GNL russe au cours des 10 derniers mois (source : Malte Humpert, [HighNorthNews.com](#), 7 décembre 2023).



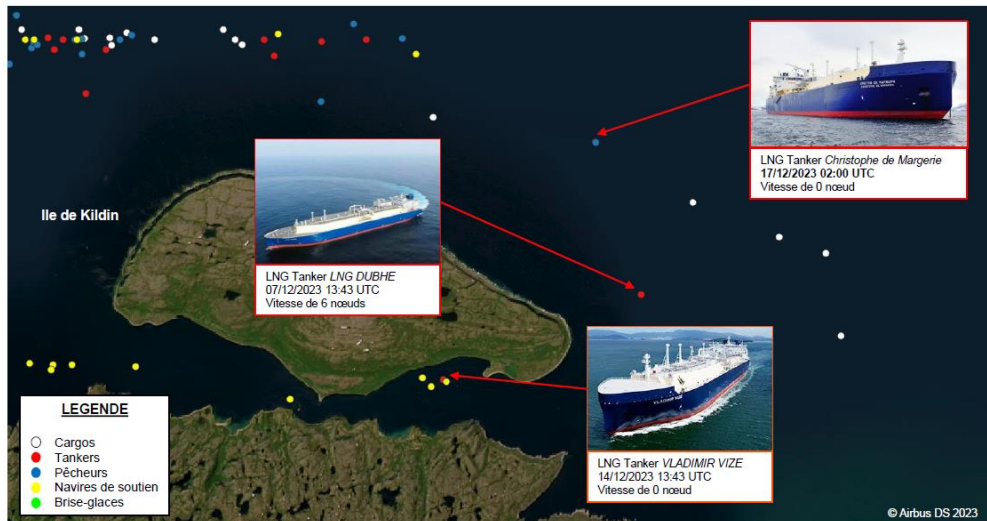
Le port de Zeebrugge constitue une plaque tournante clé, où Fluxys, gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel, exploite un terminal de regazéification et de stockage. La société a d'ailleurs signé un accord de stockage à long terme – jusqu'en 2035 – avec Novatek en 2015. L'accord permet de faire transiter jusqu'à 8 MT de GNL, soit environ 105 expéditions, par l'installation. En revanche, les exportations de GNL russe le long du secteur oriental de la RMN sont restées au même niveau que l'année dernière pour la saison de navigation 2023. Novatek a expédié un total de 31 cargaisons de GNL, soit 2,2 MT, de Yamal LNG vers l'Asie au cours de la saison 2023. Les **approvisionnements en GNL** vers l'Asie via la route maritime du Nord sont restés aux niveaux de 2022. La Russie reste le deuxième fournisseur européen de GNL, qui a remplacé le gaz de Gazprom par gazoduc. Les exportations d'hydrocarbures russes le long de la route maritime du Nord en direction de l'est au cours de la période de navigation 2023 se sont élevées à environ 3,84 MT. Les compagnies pétrolières russes ont envoyé 1,5 MT de pétrole, soit 14 pétroliers, le long de la route maritime du Nord, alors qu'il n'y en avait qu'un seul l'année dernière. Le Conseil et le Parlement européens se sont mis d'accord vendredi 8 décembre sur un texte qui accorde aux États membres la possibilité de restreindre ou interdire l'entrée de cargaisons de GNL ([HighNorthNews.com](#), 7 décembre 2023 ; [Razomwestand.com](#), 5 décembre 2023 ; [Kommersant.ru](#), 5 décembre 2023 ; [MarineMarchande.fr](#), 10 décembre 2023 ; [FinancialTime.com](#) ; 29 décembre 2023).

La reprise des transbordements de LNG à destination de l'Europe à l'abri de l'île Kildin près de l'embouchure de Mourmansk entre des tankers LNG YamalMax Arc7 et des méthanières traditionnels confirme que la mise en service du FSU *Koryak* dans le fjord d'Ura Guba n'est toujours pas effective depuis son ancrage en juillet 2023 malgré les annonces faites de Novatek. Sans doute que les dernières sanctions américaines qui touchent les transactions liées au nouveau projet **Arctic LNG2** ont des répercussions sur les échanges à partir des cargaisons qui seraient transbordées à partir du FSU. Novatek a annoncé la mise en route du 1^{er} train le 23 décembre et a promis une production dans le courant du 1^{er} trimestre 2024 – certainement à la moitié de sa capacité initiale. Cependant, Novatek a informé ses clients qu'il ne serait pas en mesure de livrer le GNL comme promis de façon contractuelle (cas de force majeure) ([Kommersant.com](#), 21 décembre 2023 ; [Neftegaz.ru](#), 21 décembre 2023 ; [Kommersant.ru](#), 25 décembre 2023 ; [Bloomberg.com](#), 27 décembre 2023 ; [TheBarentsObserver.com](#), 22 décembre 2023).

DEFENCE AND SPACE

SUIVI DE LA ZONE DE MOUILLAGE DE KILDIN

01/11/2023 et le 29/12/2023



4 12/29/2023

Airbus Amber

3 méthaniers ont été détectés dans la zone de mouillage. Les données AIS ne permettent pas de confirmer que ces navires aient effectué des transbordements.

Toutefois, le *Christophe de Margerie* et le *Vladimir Vize* étaient bien au mouillage, et la présence des trois navires au mouillage de Kildin s'inscrit dans le cadre de déplacements entre le centre de production de gaz de Yamal et l'Europe.

AIRBUS



5 12/29/2023

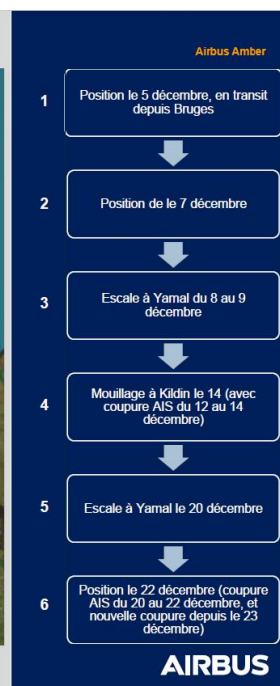


Figure 1 : Suivi du tanker YamalMax Vladimir Vize et transbordement au mouillage de Kildin (@Airbus Defense/space)